

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MARS 1920.

Proposition de loi portant revision de la loi du 29 octobre 1846, organique de la Cour des Comptes.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Dans son cahier d'observations publié en 1911 (1) (page 3) la Cour des Comptes attirait l'attention de la Chambre sur la nécessité de modifier la loi du 29 octobre 1846 de manière à augmenter le nombre des membres qui la composent et ce, en présence de la multiplication et de la complexité croissante des dépenses de l'État. Ce vœu fut rappelé dans le dernier cahier déposé par la Cour en 1913 (2) (page 2).

Aussi, en vue de donner satisfaction à cette haute et utile institution, des membres de la Chambre déposèrent-ils le 23 juillet 1913 une proposition de loi (3) dont les développements étaient signés par Monsieur le Dr Lamborelle, et qui tendait à modifier la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des Comptes, notamment par la création dans son sein de deux Chambres composées chacune d'un Président, de quatre Conseillers et d'un Greffier, de sorte que la Cour serait composée de douze membres tandis qu'à présent, elle n'est constituée que de huit membres : un Président, six Conseillers et un Greffier.

Cette proposition n'eut pas l'heur de venir en discussion avant la guerre, mais l'accroissement énorme des dépenses publiques amené par celle-ci, constaté par le budget général de l'année dernière, a mis en évidence l'impérieuse urgence d'une réforme de cette institution.

Le rapport fait au nom de la section centrale sur le budget des dotations pour 1919 (4) établit qu'il a été signalé « que l'unique Chambre de la Cour des Comptes

(1) Pièces de la Chambre n° 24. Session 1911-1912.

(2) — n° 37. — 1913-1914.

(3) — n° 554. — 1912-1913.

(4) — n° 554. — 1918-1919.

est depuis longtemps surchargée de travail et ne peut suffire à l'expédition des affaires qui lui sont soumises ». La section centrale partagea cet avis en constatant « que les travaux de la Cour des Comptes deviennent de plus en plus importants, et dans l'intérêt de la sécurité des finances publiques, elle demande que sans plus tarder la Chambre vote les dispositions nécessaires pour permettre à cette essentielle institution de l'État de remplir sa haute mission ».

Une Commission fut appelée à délibérer sur la proposition de Messieurs Lamborelle et consorts; l'opportunité d'une réforme de la loi organique de la Cour des Comptes fut reconnue et le 25 septembre 1919, rapport fut déposé sur la question (1).

La proposition, bien qu'elle eût été portée à l'ordre du jour de la Chambre, ne fut pas discutée, c'est pourquoi, étant donné qu'elle est devenue caduque par la dissolution, nous avons l'honneur de la représenter avec l'espoir que nous la verrons favorablement accueillie et prochainement votée, son urgence n'ayant fait que croître par le retard que son examen a subi.

A l'appui de la proposition, nous disions dans notre rapport du 25 septembre dernier :

« Les circonstances qui déterminèrent des membres de la Chambre à déposer en 1913 une proposition de loi portant révision de la loi du 29 octobre 1846 organique de la Cour des Comptes, se sont considérablement aggravées du fait des événements de guerre que nous avons traversés.

» Le nombre des membres qui composent cette haute institution, déclaré insuffisant par celle-ci même dans son cahier d'observations publié en 1911, sans que cette affirmation ait rencontré la moindre contestation, ne peut évidemment faire face à la tâche énorme qui s'impose à elle pour liquider une situation financière issue d'une période de plus de quatre années de guerre et pour contrôler les charges nombreuses et variées qui en découlent.

» On sait que tandis que l'ensemble des budgets de dépenses pour l'année 1914, s'élevait à un peu plus de 800 millions, le projet de budget général primitif déposé pour l'exercice en cours qui comportait près de 10 milliards de dépenses a été ramené par les amendements déposés par le Gouvernement à 8 1/2 milliards en chiffres arrondis. C'est là l'évaluation minimum des dettes et dépenses de tous genres que la guerre et ses méfaits imposent immédiatement à notre pays. Dans ce chiffre le budget ordinaire proprement dit intervient pour 1.097 millions et la Section centrale estime qu'à partir de 1920 et, en défalquant le budget des chemins de fer dont la gestion deviendra une régie autonome, nos dépenses annuelles ordinaires atteindront environ 850 millions. Cette supposition est certes fort aléatoire, car il est certain que les effets de la guerre se feront sentir pendant longtemps et que les frais généraux de l'Administration du pays en subiront lourdement le contre-coup.

» La Cour des Comptes se trouve donc placée devant la perspective de devoir vérifier et liquider au plus tôt pour 8 1/2 milliards de dépenses afférentes à l'exercice budgétaire 1919, auxquelles, suivant l'usage, viendront probablement s'adjoindre l'année prochaine, un nombre respectable de millions à allouer à titre de crédits supplémentaires.

(1) Pièces de la Chambre n° 389. Session 1918-1919.

» Les causes principales de ces dépenses énormes vous les connaissez : il s'agit de réfectionner et d'outiller à nouveau tout le pays, dépouillé et ravagé par l'ennemi, d'assurer des pensions aux invalides, aux veuves et aux orphelins, de verser les arriérés de soldes aux militaires, de traitements et d'indemnités de vie chère au personnel civil resté en inactivité par la présence et les mesures illégales de l'occupant, de payer les dommages de guerre que l'État doit prendre à sa charge en attendant le versement par l'Allemagne des indemnités qui nous seront reconnues.

» Indépendamment de ces dépenses résultant directement de l'état de guerre, le travail de la Cour se trouvera considérablement accru par suite de l'éloignement prolongé du Gouvernement national : dépenses effectuées depuis la déclaration de guerre sans intervention de la Cour des Comptes, par application de la loi du 4 août 1914, liquidation des pensions de nombreux agents de l'État atteints par la limite d'âge de 1914 à fin 1918, le service de la Dette publique qui s'est trouvé interrompu dans le pays, l'examen des dépenses coloniales confié à la Cour par la charte régissant notre colonie, la multiplication des dépenses en général et la nouveauté de certaines d'entre elles donnant naissance à des notes et des rapports, de plus en plus nombreux et plus complexes, qui réclament une étude attentive de la part des conseillers et font l'objet de longues délibérations en séances de la Cour.

» Ne reste-t-il pas à dresser aussi les comptes des exercices budgétaires des années 1912-1913, des années d'occupation, les comptes provinciaux des mêmes années qui, de même que les dépenses provinciales sérieusement accrues également, — soit dit en passant, — sont de la compétence de la Cour des Comptes.

» Nonobstant la remise des prêts faits par les gouvernements alliés, la Chambre ne décidera-t-elle pas un jour qu'il convient que la Cour des Comptes arrête le compte des dépenses effectuées par le Gouvernement pendant son exil au Havre et qui s'élèvent, paraît-il, à 6 milliards ; la Cour n'interviendra-t-elle d'une façon quelconque dans les opérations de liquidation de la société coopérative d'avances et de prêts qui, pendant l'occupation, s'est en quelque sorte substituée au Trésor public pour venir en aide aux agents et aux créanciers de l'État ?

» N'annonce-t-on pas la revision des pensions de vieillesse qui, d'ailleurs, durant la guerre, n'ont été payées que partiellement, et donneront donc lieu à des liquidations complémentaires ? Que l'on veuille bien considérer également le travail considérable qu'occasionnera le paiement des indemnités de vie chère sous leurs modalités successives allouées à tout le personnel de l'État, aux instituteurs, aux membres du clergé catholique et des autres religions reconnues. Ensuite viendra la revision de tous les traitements mis en rapport avec l'accroissement du coût de la vie ; n'entre-t-il pas aussi dans les désirs de la Chambre de voir relever les pensions d'un import modeste ? Il ne doit non plus être perdu de vue que le long séjour du Gouvernement au Havre a donné naissance à une législation nouvelle demeurée ignorée de la Cour des Comptes et dont la réglementation, dans ses parties restées en vigueur, vient se combiner avec les dispositions nouvelles prises depuis l'armistice, notamment en ce qui concerne les dépenses du ressort du

Département de la Guerre, et qui astreint cette institution à des études nouvelles et complexes.

« Nous ajouterons que depuis le début de cette année les membres de la Cour des Comptes ont fourni, au prix d'un effort continu, un travail aride et assujettissant — et nous leur en rendons ici un hommage justement mérité, — à l'occasion de l'émission des bons de restauration monétaire d'abord, de l'emprunt de la restauration nationale ensuite dont les opérations sont encore en cours d'exécution.

« On ignore généralement que près de 2,400,000 bons de la restauration monétaire ont été vérifiés et visés par la Cour des Comptes, que 2,200,000 obligations de l'emprunt de la restauration nationale doivent être revêtus de la signature d'un membre de l'institution qui concourt de la sorte à imprimer à ces titres le caractère d'authenticité. Ce dernier travail occupera la Cour jusqu'à la fin de cette année.

« L'accomplissement de cette formalité, venant s'ajouter aux devoirs ordinaires des membres de ce collège, les oblige à délivrer quelque trois mille signatures par jour, ce qui n'est possible que par des prestations tout à fait anormales. Comme il est certain que l'État devra procéder à de nouveaux emprunts au cours des années prochaines, nous ne pouvons exiger la continuation de pareils services dans les conditions où ils doivent s'effectuer présentement, d'autant plus que le fonctionnement régulier de l'institution deviendra de mois en mois plus absorbant.

« En présence de pareille situation, on ne peut faire grief à la Cour du retard que subit la liquidation de certaines catégories de dépenses ; elle est débordée par les événements et il importe que la Chambre, dont elle constitue la délégation permanente dans la sphère de ses attributions, lui vienne efficacement en aide. M. le premier Ministre Delacroix ne déclarait-il pas lui-même récemment, en réponse à certaines plaintes exprimées par un membre de l'assemblée, que les lois organiques qui régissent la comptabilité de l'État étaient bonnes au début de notre indépendance, mais ne s'harmonisent plus aux circonstances et aux nécessités présentes. En attendant que la Chambre puisse s'appliquer à l'étude des modifications qui pourraient être apportées à certaines dispositions de la loi du 15 mai 1846 pour l'adapter à une situation nouvelle, il sied que, allant au plus pressé, la Chambre donne satisfaction aux vœux que la Cour des Comptes a formulés pour la bonne marche de l'institution. Alors que l'on réclame de toutes parts, l'extension des cours et tribunaux, il est justice que cette institution d'un caractère spécial qui, par la multiplicité de ses attributions, participe à la fois de la magistrature et de l'administration, subisse une modification que réclame impérieusement l'intérêt d'une saine gestion des deniers publics.

« Lors du dernier renouvellement des mandats des membres de la Cour des Comptes, en janvier dernier, la Chambre a fait un premier pas dans le sens d'une amélioration d'un état de choses ancien en nommant exclusivement aux places vacantes à la Cour, des candidats issus des bureaux de celle-ci, rompus aux pratiques administratives et aux traditions de l'institution et en écartant des candidats étrangers généralement profanes à toute la matière financière qui s'y trouve traitée. Il importe de persévérer dans cette voie et de continuer à recruter dans les

bureaux adjoints à la Cour, les membres nouveaux appelés à l'honneur de surveiller le judiciaire emploi des crédits mis par la Chambre à la disposition du Gouvernement. Nous ne pouvons non plus passer sous silence que la Chambre a déjà secondé la Cour des Comptes en approuvant en sa séance du 30 juillet 1913 (*Annales*, pages 1997) une modification apportée à l'article 22 de son règlement d'ordre intérieur en date du 9 avril 1831 autorisant celle-ci à déléguer la signature des ordonnances de paiement à l'un de ses Directeurs de service allégeant ainsi pour une part la tâche du greffier. Mais l'expérience a démontré que cette délégation est insuffisante, la signature des mandats de paiement ne constituant qu'une partie restreinte de la mission du greffier. A celle-ci s'ajoutent, en effet, la signature des correspondances de plus en plus nombreuses échangées avec les Départements ministériels et les provinces, la signature des brevets de pension, de la minute des arrêts et des expéditions, les demandes de renseignements émanant tant des membres des Chambres que d'intéressés divers, sans omettre les autres devoirs dévolus au greffier de l'institution, tels que la direction des bureaux, la conservation des archives, la préparation de cahier d'observations, la tenue des procès-verbaux des séances de la Cour, qui se réunit deux fois par semaine en séance plénière, les visites personnelles, etc.

« Par ce bref exposé, il est permis de se rendre compte de l'urgence qu'il y a, en présence de l'importance croissante que l'institution est appelée à prendre au cours des années à venir, à réduire la besogne ardue de ce fonctionnaire qui doit être la cheville ouvrière de la Cour, le trait d'union entre celle-ci et ses bureaux. Ce résultat peut être obtenu soit par le dédoublement de la fonction, soit plus simplement, à l'exemple de ce qui existe dans les cours et tribunaux de justice, par la création de la place de greffier-adjoint, appelé à seconder le titulaire et à le remplacer éventuellement en cas d'absence. Dans l'état de choses actuel, en pareil cas, ces fonctions sont exercées par un conseiller distrait de la sorte de ses occupations ordinaires, alors que le service de la Cour réclame toute son activité.

» Conséquemment, notre Commission qui s'est occupée de la proposition de loi relative à la revision de la loi du 29 octobre 1846, recommande vivement, à l'accueil bienveillant de la Chambre, la modification de cette loi dans le sens de la majoration du nombre des membres qui constituent ce collège; d'accord avec la Section centrale qui a examiné le budget des dotations, elle insiste sur l'urgence et l'intérêt général que présente la mesure préconisée qui n'a jamais rencontré aucune opposition, mais qui, au contraire, en des temps moins critiques a paru recueillir un accueil sympathique. Il va de soi que l'accroissement du nombre des membres de la Cour aura comme corollaire celui du personnel des bureaux, nécessité par le développement des services publics et l'augmentation générale des dépenses, et que la Chambre sera favorablement disposée à l'égard de toute mesure proposée en faveur de ce personnel dont la formation particulière, les connaissances multiples qui en sont exigées en font un personnel d'élite. La Chambre n'ignore pas, en effet, que maints départements ont fait appel à des agents appartenant aux bureaux de la Cour des Comptes et il sied que celle-ci, par la situation et la considération qu'elle confère à son personnel, continue à former un noyau d'individualités de

premier ordre assurant le recrutement ultérieur de la Cour et pouvant, en cas de besoin, venir en aide aux administrations générales dépourvues d'éléments versés dans la pratique de la Comptabilité de l'État. »

Ces considérations pourraient suffire pour justifier le nouveau dépôt de la proposition, mais nous tenons à appuyer notre démonstration de quelques faits nouveaux.

Les prévisions du projet de budget pour l'année courante dépassent 8 1/2 milliards, chiffre relativement peu inférieur à celui du budget pour l'exercice 1919 qui s'élève à 8,750,000,000, et il est certain que par suite des charges résultant des dommages de guerre, de la réfection des régions dévastées, de la reconstitution du pays et de son outillage, de l'élévation des traitements et salaires du personnel de l'État, de la cherté en général, les années prochaines nous imposeront des dépenses dont le montant se rapprochera de ce total formidable. Or, laissant de côté le budget de 1914, qui n'a pu être exécuté du fait des événements dont notre pays a été le théâtre, il y a lieu de considérer que les crédits votés par la Législature en 1913 pour les services ordinaires et extraordinaires se chiffraient à 850 millions environ. Il va de soi, par conséquent, que la Cour des Comptes, qui, ainsi que nous l'avons rappelé, se plaignait au cours des dernières années qui ont précédé la guerre, de ce que son organisation ne répond plus à la mission qui lui est confiée, ne peut, dans son état actuel, être à même de liquider la lourde situation financière issue de cinq années calamiteuses. Vouloir le contester serait aller à l'encontre des propres affirmations de ce Collège, basées sur l'expérience de la pratique, ce serait nier l'évidence de faits démontrés par les chiffres.

La décision récente de M. le Ministre des Finances de transmettre à la Cour des Comptes, à l'effet d'examen préalable au dressé des comptes de la période de guerre, toutes les pièces des dépenses effectuées depuis le mois d'août 1914 jusqu'à la rentrée du Gouvernement à Bruxelles, va mettre la Cour des Comptes devant une tâche sans précédent. De l'aveu de M. le Premier Ministre, ces documents de comptabilité, qui comportent quelque 6 milliards de dépenses ont été dressés par un personnel de fortune, inexpérimenté, et si l'on ne veut que leur examen ne s'éternise, il convient de mettre la Cour des Comptes en mesure d'assurer son contrôle avec la célérité désirable en lui procurant les moyens d'action exigés par les circonstances. Car, indépendamment de la comptabilité de guerre, des décisions nouvelles de la Législature étendent sans cesse son champ d'activité. Une loi récente a mis à charge de l'État les traitements de tout le personnel de l'enseignement primaire, demain nous délibérerons sur le relèvement des pensions, des traitements de la magistrature et du clergé, bientôt, sans doute, l'État assumera le paiement des pensions des veuves et orphelins de son personnel en décidant la révision du taux de celles-ci. La reprise par le Ministère du Ravitaillement de l'avis du Comité National n'entraînera-t-elle pas aussi l'examen par l'État de la gestion de celui-ci et de même la liquidation des opérations de la Société d'avances et de prêts, qui était alimentée par des fonds de l'État, n'appelle-t-elle pas un contrôle supérieur ?

Les nécessités financières, d'autre part, astreignent le Gouvernement à l'émission d'importants emprunts intérieurs dont les titres sont revêtus du visa de la Cour des

Comptes. Bientôt ses membres vont de nouveau devoir consacrer une large part de leur temps à délivrer des signatures et il est donc urgent d'alléger une tâche devenant de mois en mois plus pénible.

Que l'on considère également que son personnel comportait il y a quelque trente ans une quarantaine de fonctionnaires et d'employés, qu'il en comprenait environ une centaine à la veille de la guerre et que l'importance de nos budgets, la multiplication des lois nouvelles nécessiteront un effectif d'agents au moins doublé et qu'il est évident que les membres de la Cour doivent forcément augmenter en nombre pour pouvoir suivre l'examen des dossiers vérifiés par les bureaux.

Nous ne pensons dès lors pas nous avancer d'une manière excessive en proposant d'accroître la Cour des Comptes de quatre membres nouveaux qui lui permettraient de constituer deux chambres destinées à siéger concurremment.

En effet, ainsi qu'il était exposé dans la proposition de loi initiale déposée le 23 juillet 1913, la Cour serait alors constituée de deux Chambres composées chacune d'un président, de quatre conseillers et d'un greffier, qui se trouveraient substituées aux sections de contrôle et de comptabilité prévues par son règlement d'ordre intérieur du 9 avril 1831. Ces deux Chambres délibéreraient séparément sur les affaires contentieuses de leur ressort respectif et conséquemment le travail de la Cour s'en trouverait accéléré et la tâche des conseillers serait allégée dans chaque chambre, des délibérations qui se trouvent à présent traitées en commun au cours des séances de ce Collège. Car on ignore peut-être que dans l'état de choses actuel, la Cour se voit forcée de multiplier ses séances plénières, qui jadis étaient de deux par semaine, et de les prolonger pendant de longues heures pour parvenir à délibérer et donner solution aux multiples affaires en instance. Rien d'étonnant quand on songe que sa composition est restée stationnaire depuis 1830 et que les cours et tribunaux judiciaires dont le nombre des chambres a été augmenté selon des nécessités reconnues, se trouvent en présence d'un arriéré toujours croissant.

Les deux chambres nouvelles dont nous envisageons la création pourraient être subdivisées en deux sections se partageant la besogne journalière attribuée à chacune des chambres.

Il va de soi que la Cour devrait se réunir en séance plénière pour discuter et délibérer lorsque des questions de principe et fondamentales seraient en jeu, comme également sur celles touchant à son personnel et à l'organisation de ses bureaux.

Ainsi entendue, nous croyons que notre proposition est modérée, qu'un avenir proche en démontrera même l'insuffisance et qu'une extension nouvelle de ce Collège sera jugée désirable.

Nous ne pouvons croire qu'alors que les intérêts supérieurs de l'État — le contrôle des deniers publics — sont en cause, notre proposition ne trouve bon accueil au sein de la Chambre, mais nous plaçons également notre espoir dans le Gouvernement afin que, de son côté, il vienne en aide à cette institution pour lui permettre de prendre l'extension qui lui est nécessaire.

Celle-ci est matériellement conditionnée par le besoin de locaux et depuis quinze ans au moins la Cour des Comptes se plaint de l'exiguité de ceux qu'elle occupe. Il y a plus de dix ans qu'un immeuble a été acquis rue Villa Hermosa, pour lui servir d'agrandissement, or, à ce jour, non seulement la Cour n'en dispose

pas, mais l'appropriation n'en est pas même achevée ! Puisque la Cour est appelée à devoir renforcer son personnel dans des proportions notables, il est urgent que remède soit aussi apporté à cette situation. Nous osons espérer que, dans leur sphère respective, la Chambre et le Gouvernement s'inspireront de leurs devoirs et donneront satisfaction aux vœux formulés par cette institution pour lui permettre de remplir efficacement le rôle important qui lui est dévolu par la Constitution.

ADOLPHE BUYL.



PROPOSITION DE LOI

portant revision de la loi du 29 octobre 1846, organique de la Cour des Comptes.

ARTICLE UNIQUE.

L'article premier de la loi du 29 octobre 1846 est remplacé par la disposition suivante :

- » La Cour des Comptes est composée de deux chambres.
- » Chacune de ces deux chambres est composée d'un président, de quatre conseillers et d'un greffier.
- » Ils sont nommés tous les six ans par la Chambre des Représentants qui a toujours le droit de les révoquer.
- » Le président le plus ancien portera le titre de premier président et le greffier le plus ancien portera le titre de greffier en chef.
- » Les présidents et conseillers doivent avoir au moins l'âge de 30 ans.
- » Les greffiers doivent être âgés de 25 ans au moins ; ils n'ont pas voix délibérative. »

WETSVOORSTEL

tot herziening der wet van 29 October 1846, houdende inrichting van het Rekenhof.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 1 der wet van 29 October 1846 wordt vervangen door de volgende bepaling :

- » Het Rekenhof is samengesteld uit twee kamers.
- » Elke dezer kamers bestaat uit een voorzitter, vier leden en een griffier.
- » Zij worden, om de zes jaar, benoemd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers; deze heeft altijd het recht ze af te zetten.
- » De oudste voorzitter voert den titel van eersten voorzitter en de oudste griffier voert den titel van hoofdgriffier.
- » De voorzitters en de leden moeten ten minste 30 jaar oud zijn.
- » De griffiers moeten ten minste 25 jaar oud zijn ; zij hebben geene beraadslagende stem. »

A. BUYL,
A. MECHLYNCK,
EMILE BUISSET.

(11)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 MAART 1920.

Wetsvoorstel

tot herziening der wet van 29 October 1846, houdende inrichting van het Rekenhof.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In zijne schriftelijke aanmerkingen, uitgegeven in 1911 (1) (bladz. 3), vestigde het Rekenhof de aandacht der Kamer op de noodzaakelijkheid, de wet van 29 October 1846 te wijzigen zoodat het getal zijner leden zou worden vermeerderd, en wel uit hoofde van de toenemende en steeds meer ingewikkelde Staatsuitgaven. Deze wensch werd herhaald in de laatste schriftelijke aanmerkingen van het Hof in 1913 (2) (blad. 2).

Om aan deze hooge en nuttige instelling voldoening te verschaffen, werd dan ook door leden van de Kamer op 25 Juli 1915 een wetsvoorstel (3) ingediend, waarvan de toelichting de handteekening droeg van D^r Lamborelle: dit voorstel had ten doel, de wet van 29 October 1846 betreffende de inrichting van het Rekenhof te wijzigen, inzonderheid door het tot stand brengen, in zijn midden, van twee Kamers, ieder bestaande uit een Voorzitter, uit vier Leden en een Griffier; het Hof zou dus bestaan uit twaalf leden, terwijl het thans slechts uit acht is samengesteld: een Voorzitter, zes Leden en een Griffier.

Dit voorstel kon vóór den oorlog niet in behandeling komen, doch uit de ontzaglijke toeneming van de openbare uitgaven, door den oorlog teweeggebracht en door de algemeene Begrooting van verleden jaar in 't licht gesteld, is gebleken hoe dringend noodig het is deze instelling te hervormen.

Het verslag, namens de Middenafdeeling uitgebracht over de Begrooting der Dotatiën voor 1919 (4), stelt vast dat er gewezen werd op het feit, « dat de

-
- | | | | | |
|-----|-----------------------|---------------------|--------------|------------|
| (1) | Stukken van de Kamer, | n ^r 24, | Zittingsjaar | 1911-1912. |
| (2) | — | n ^r 37, | — | 1913-1914. |
| (3) | — | n ^r 334, | — | 1912-1913. |
| (4) | — | n ^r 358, | — | 1918-1919. |

eenige Kamer van bedoelde instelling sedert lang met werk overlast is en niet in staat is om de veelvuldige, haar onderworpen zaken af te handelen. » De Middenafdeeling oordeelt dat het wel zoo is. « Zij stelt vast dat de werkzaamheden van het Rekenhof steeds meer *omvangrijk* worden en in 't belang van de veiligheid van 's lands financiën vraagt zij dat de Kamer zonder verwijl de noodige schikkingen neme om die hoogst gewichtige Staatsinstelling het vervullen van hare hooge zending mogelijk te maken. »

Eene Commissie werd belast met het onderzoek van het voorstel der heeren Lamborelle c. s. De gepastheid van eene hervorming der wet tot inrichting van het Rekenhof werd erkend en op 25 September 1919 werd over de zaak verslag uitgebracht (1).

Hoewel het voorstel in de Kamer aan de orde werd gebracht, kwam het voorstel niet in behandeling en het is daarom, dewijl het ten gevolge van de Kamerontbinding is vervallen, dat wij de eer hebben het opnieuw in te dienen met de hoop dat het gunstig onthaald en eerlang aangenomen worde, daar het, wegens de vertraging welke de behandeling daarvan heeft ondergaan, steeds meer spoedeischend is geworden.

Tot staving van het voorstel zegden wij in ons verslag van 25 September l. l. :

« De omstandigheden, waardoor sommige Kamerleden werden aangezet in 1913 een wetsvoorstel in te dienen tot herziening der wet van 29 October 1846, houdende inrichting van het Rekenhof, zijn door de oorlogsgebeurtenissen, welke wij hebben beleefd, aanzienlijk verergerd.

» Het getal leden, waaruit deze hooge instelling bestaat en dat door haar zelf ontoereikend verklaard werd in hare aanmerkingen in 1914 uitgegeven, zonder dat deze bewering eenigszins werd tegengesproken, is blijkbaar niet in staat om de reusachtige taak te volbrengen welke zij te vervullen heeft bij het vereffenen van een financieelen toestand, ontstaan uit een tijdperk van meer dan vier jaren oorlog, en bij het nazien van de talrijke en verschillende lasten die daaruit voortvloeien.

» Men weet dat, terwijl al de Begrotingen van uitgaven voor 1914 te zamen iets meer dan 800 millioen bedroegen, het aanvankelijk ontwerp van Algemeene Begrooting, voor het loopende dienstjaar ingediend en bevattende nagenoeg 10 milliard uitgaven, door de Regeeringsamendementen tot op ongeveer 8 1/2 milliard werd verminderd. Dat is het vermoedelijk minimum-bedrag der schulden en uitgaven van allen aard, welke de oorlog en dezès misdaden dadelijk aan ons land opleggen. In dit bedrag komt de eigenlijk gezegde gewone Begrooting tusschen voor 1,097 millioen en de Middenafdeeling is van gevoelen dat, van 1920 af en na aftrek van de spoorwegbegrooting waarvan het beheer een zelfstandig Staatsbedrijf wordt, onze gewone jaarlijksche uitgaven ongeveer 850 millioen zullen bereiken. Deze veronderstelling steunt voorzeker niet op vaste gronden; het is immers zeker dat de gevolgen van den oorlog zich nog lang zullen doen gevoelen en dat de algemeene onkosten van 's lands Bestuur daardoor ruimschoots zullen beïnvloed worden.

1) Stukken van de Kamer, n^o 589. — Zittingsjaar 1918-1919.

» Het Rekenhof zal dus binnenkort moeten overgaan tot het spoedig nazien en vereffenen van 8 1/2 milliard uitgaven behoorende tot het begrotingsjaar 1919, waarbij zich aanstaande jaar waarschijnlijk zullen voegen, zooals dit steeds het geval is, een niet gering aantal millioenen, bij wijze van bijkomende credieten toe te staan.

De voornaamste oorzaken van deze overgrootte uitgaven zijn u bekend : het geheele land, door den vijand geplunderd en verwoest, dient te worden hersteld en wederopgebouwd; pensioenen moeten aan de invaliden, aan de weduwen en de weezen uitgekeerd worden: de achterstallige soldij moet aan de militairen uitbetaald worden, evenals de achterstallige jaarwedden en de duurtbijlagen van het burgerlijk personeel dat, uit hoofde van de onwettelijke maatregelen van den bezetter, werkloos is gebleven; de oorlogsschade, welke de Staat te zijnen laste heeft genomen in afwachting dat Duitschland de ons toegekende vergoedingen uitkeert, moet vergoed worden.

Buiten deze uitgaven, welke rechtstreeks uit den staat van oorlog voortvloeien, zal het werk van het Rekenhof nog aanzienlijk toenemen wegens de langdurige afwezigheid van 's Lands Regeering: uitgaven sedert de oorlogsverklaring gedaan zonder tusschenkomst van het Rekenhof, bij toepassing der wet van 4 Augustus 1914; uitkeering der pensioenen van talrijke Staatsbeambten die, in de jaren 1914 tot einde 1918, den pensioenleeftijd hebben bereikt; de dienst van 's Lands Schuld, welke in het land onderbroken werd; het onderzoek van de koloniale uitgaven, aan het Rekenhof opgedragen door de Grondwet onzer Kolonie; de toeneming der uitgaven in 't algemeen en de nieuwigheid van sommige daarvan, waardoor noodig worden gemaakt nota's en verslagen die steeds meer talrijk en meer ingewikkeld worden, een aandachtige studie vergen vanwege de leden en waarover het Hof in zijne vergaderingen grondig moet beraadslagen.

» Ook de rekeningen voor de begrotingsjaren 1912-1913 en voor de bezettingsjaren moeten opgemaakt worden, alsmede de rekeningen van de provinciën voor dezelfde jaren, welke — hetzij terloops gezegd — evenals de provinciale uitgaven, die insgelijks ruim zijn toegenomen, tot de bevoegdheid van het Rekenhof behooren.

» Ofschoon de geallieerde Regeeringen de leeningen hebben kwijtgescholden, zal de Kamer wellicht eens beslissen dat het Rekenhof den staat der uitgaven, door de Regeering te Le Havre gedaan tijdens haar ballingschap en die, naar het schijnt, 6 milliard bedragen, dient op te maken. Zal het Rekenhof op eenigerlei wijze niet moeten tusschenkomen in de vereffening van de samenwerkende vennootschap voor voorschotten en leeningen welke, tijdens de bezetting, eenigszins de plaats van de Openbare Schatkist heeft ingenomen om aan de beambten en de schuldeischers van den Staat te hulp te komen?

» Wordt de herziening van de ouderdomspensioenen niet aangekondigd, welke, overigens, onder den oorlog slechts gedeeltelijk werden betaald en dus tot aanvullende uitkeeringen zullen aanleiding geven? Men verlieze ook niet uit het oog het aanzienlijk werk dat zal veroorzaakt worden

door de uitbetaling der duurtbijlagen onder al hunne opéenvolgende vormen aan heel het Staatspersoneel, aan de onderwijzers, aan de leden der katholieke geestelijkheid en van de overige erkende eerediensten toegekend. Vervolgens komt de herziening van al de jaarwedden, in overeenstemming gebracht met de toenemende levensduurte; en is de Kamer ook niet van plan, de kleine pensioenen te verhoogen? Men vergeete ook niet dat het langdurig verblijf van de Regeering te Le Havre eene nieuwe wetgeving heeft doen ontstaan, welke aan het Rekenhof onbekend is gebleven en waarvan de regeling, wat betreft de van kracht gebleven gedeelten, moet in verband gebracht worden met de nieuwe, sedert den wapenstilstand getroffen maatregelen, namelijk wat aangaat de uitgaven voor het Departement van Oorlog; zóó is het Rekenhof tot nieuwe en ingewikkelde studiën gedwongen.

» Wij voegen er bij dat, sedert het begin van dit jaar, de leden van het Rekenhof, dank zij een aanhoudende inspanning, een dorren en slaafschen arbeid hebben verricht, waarvoor wij hun hier eene welverdiende hulde brengen, vooreerst bij de uitgifte van de bons tot herstelling van het muntwezen, vervolgens van de leening voor 's Lands herstel, waarvan de verrichtingen thans nog voortgezet worden.

» Het is in 't algemeen onbekend dat bij de 2,400,000 bons voor de herstelling van het muntwezen door de Rekenkamer werden nagezien en gevisceerd; dat 2,200,000 obligatiën van de leening voor 's Lands herstel moeten bekleed worden met de handtekening van een lid van het Hof, die aldus bijdraagt om aan deze titels een authentiek karakter te verleenen. Dit laatste werk zal het Rekenhof tot het einde van dit jaar bezighouden.

» Het naleven van deze formaliteit, gevoegd bij de gewone werkzaamheden der leden van dit College, verplicht hen, omtrent drieduizend handteekeningen per dag te plaatsen, en zulks is alleen dan mogelijk wanneer zij gedurende een overdreven aantal uren arbeiden. Wijl het zeker is dat de Staat, in den loop der volgende jaren, nieuwe leeningen zal moeten uitgeven, kunnen wij niet eischen dat men voortga zoodanigen arbeid te leveren op de huidige wijzen, te meer daar de regelmatige werking van het Rekenhof steeds meer omvangrijk wordt.

» Onder zulke omstandigheden kan men het Rekenhof niet aansprakelijk maken voor de vertraging, welke de vereffening van sommige soorten van uitgaven ondergaat; het is door de gebeurtenissen overrompeld en de Kamer, waarvan zij de bestendige afvaardiging uitmaakt binnen den kring harer bevoegdheden, behoort haar op afdoende wijze te gemoet te komen. Heeft de Eerste Minister Delacroix zelf onlangs niet verklaard, in antwoord op sommige klachten door een lid der vergadering uitgebracht, dat de organieke wetten, welke de rekenplichtigheid van den Staat beheerschen, goed waren in de eerste jaren onzer onafhankelijkheid, doch niet meer overeenstemmen met de huidige omstandigheden en noodwendigheden? In afwachting dat de Kamer zich kunne toeleggen op het bestudeeren van de wijzigingen, die in sommige bepalingen der wet van 15 Mei 1846 zouden kunnen gebracht worden om ze aan een nieuwen toestand aan te passen,

behoort het, in de eerste plaats, dat de Kamer voldoening schenke aan de wenschen welke het Rekenhof heeft uitgebracht in 't belang van den geregelden gang der instelling. Wanneer men de uitbreiding der hoven en rechtbanken van alle zijde vordert, is het niet meer dan rechtvaardig dat deze bijzondere instelling, welke wegens hare talrijke bevoegdheden behoort en tot de magistratuur en tot het bestuur, gewijzigd worde zooals dit dringend wordt vereischt in 't belang van een degelijk beheer van 's Lands gelden.

» Bij de jongste hernieuwing van de mandaten der leden van het Rekenhof, in Januari l. l., deed de Kamer een eersten stap op den weg der verbetering van een sedert lang bestaanden toestand door, voor de opengevallen plaatsen in het Rekenhof, uitsluitend candidaten te benoemen, komende uit dezès bureelen, bekend met de bestuurlijke practijken en de overleveringen der instelling, en door vreemde candidaten af te wijzen die gewoonlijk vreemd zijn aan de financieele zaken welke er behandeld worden. Het is noodig op dezen weg voort te gaan en in de bureelen van het Rekenhof de nieuwe leden te blijven aanwerven, die geroepen zijn om te zorgen voor het rechtmatig gebruik der credieten welke de Kamer ter beschikking van de Regeering stelt. Wij kunnen evenmin verzwijgen dat de Kamer het Rekenhof reeds heeft bijgestaan, toen zij, ter vergadering van 30 Juli 1913 (*Handelingen*, bl. 1997) eene wijziging goedkeurde, gebracht in artikel 22 van zijn reglement van orde, d. d. 9 April 1831, en waarbij het wordt gemachtigd aan een zijner ambtenaars opdracht te verleenē tot het onderteekenen van de bevelschriften tot betaling; zóó werd de taak van den griffier gedeeltelijk verlicht. Uit de ondervinding is echter gebleken dat deze opdracht onvoldoende is, daar het onderteekenen van de bevelschriften tot betaling slechts een gering gedeelte is der taak van den griffier. Deze omvat inderdaad de onderteekening van de steeds talrijker wordende brieven met de Ministerieele Departementen en de provinciēn, de onderteekening van de pensioenbrevetten, van de minuut der besluiten en der afschriften, de vragen om inlichtingen uitgaande zoowel van de Kamerleden als van allerlei belanghebbenden; hier maken wij geen gewag van de overige verplichtingen van den griffier van het Hof, zooals de leiding der bureelen, het bewaren van het archief, de voorbereiding van het kohier van aanmerkingen, het opmaken van de processen-verbaal der vergaderingen van het Rekenhof dat tweemaal per week in vereenigde vergadering zitting houdt, de persoonlijke bezoeken, enz.

» Door dit kort overzicht kan men er zich van overtuigen hoe het, ten aanzien van de steeds grootere uitbreiding welke de instelling in den loop der volgende jaren nemen zal, dringend noodig is den zwaren arbeid te verminderen van dezen ambtenaar die de spil van het Rekenhof, de band tusschen dit Hof en dezès bureelen zijn moet. Deze uitslag kan worden bekomen door het instellen van eene tweede plaats van griffier.

» Dienvolgens vraagt onze Commissie, welke zich heeft beziggehouden met het wetsvoorstel houdende herziening der wet van 29 October 1846, dat de Kamer hare goedkeuring zou hechten aan de wijziging dier wet strekkende

tot verhooging van het getal leden waaruit dit College bestaat; in overeenstemming met de Middenafdeeling die de Begrooting der Dotatiën onderzocht, dringt zij er op aan, dat de voorgestelde maatregel spoedeischend en van algemeen belang is. Deze maatregel werd nooit bestreden; integendeel scheen hij, in minder beroerde tijden, gunstig onthaald te zijn. Het is klaar dat het toenemen van het getal leden van het Rekenhof zal moeten samengaan met eene vermeerdering van het personeel der bureelen, noodzakelijk gemaakt door de uitbreiding der openbare diensten en de algemeene verhooging der uitgaven, en dat de Kamer gunstig zal gestemd zijn tegenover elken maatregel voorgesteld ten bate van dit personeel dat wegens zijne bijzondere opleiding en wegens de uitgebreide wetenschap, die er van wordt vereischt, een keurkorps uitmaakt. De Kamer weet inderdaad dat menig Departement beroep heeft gedaan op beambten van het Rekenhof en het past dat dit Hof, door den toestand en het aanzien welke het aan zijn personeel verschaft, voortga een kern van uitgelezen personen te vormen welke de latere aanwerving van het Rekenhof kunne verzekeren en, zoo noodig, te hulp komen aan de algemeene besturen, welke gebrek hebben aan krachten die in de Staatsrekenplichtigheid geschoold zijn ».

Deze beschouwingen zouden kunnen volstaan om de nieuwe indiening van het wetsvoorstel te wettigen; wij houden er echter aan, onze bewijsvoering met eenige nieuwe feiten te staven.

De vermoedelijke uitgaven van het begrootingsontwerp voor het loopende dienstjaar bedragen meer dan 8 1/2 milliard frank, dus betrekkelijk weinig minder dan het cijfer voor het vorige jaar, 1919, toen de begrooting 8,750,000,000 frank bedroeg; ten gevolge van de nieuwe lasten voortvloeiende uit de oorlogsschade, uit het herstel der verwoeste streken, uit het wederopbouwen van het land en van zijne werkmiddelen, uit de verhooging der jaarwedden en loonen van 's Rijks bedienden, uit de algemeene levensduurte, zullen de eerstkomende jaren ons ongetwijfeld uitgaven opleggen, waarvan het beloop dit ontzaglijk totaal zal benaderen. Welnu, indien wij de begrooting voor 1914 ter zijde laten, welke niet kon uitgevoerd worden wegens de gebeurtenissen die zich in ons land voordeden, dient er te worden aangemerkt dat de credieten, in 1913 door de Kamers toegestaan voor de gewone en de buitengewone diensten, ongeveer 850 millioen bereikten. Het spreekt dus vanzelf, zooals wij het reeds zegden, dat het Rekenhof, hetwelk er zich in de laatste jaren vóór den oorlog over beklagde dat zijne inrichting niet meer beantwoordde aan de hem opgedragen taak, niet meer in staat is, zooals het thans is samengesteld, om den zwaren financieelen last, uit vijf rampvolle jaren voortgesproten, aan te zuiveren. Wilde men zulks betwisten, dan zou men ingaan tegen de eigen beweringen van dit College, gegrond op de ervaring der practijk, dan zou men de waarheid ontkennen van feiten, wier echtheid door de cijfers is bewezen.

Aan het Rekenhof zal eene taak zonder weerga opgedragen worden, ten gevolge van de onlangs door den Minister van Financiën genomen beslissing, krachtens welke al de stukken der uitgaven, gedaan sedert de maand Augustus 1914 tot den terugkeer van de Regeering te Brussel, aan het Rekenhof moeten overgemaakt worden om ze te onderzoeken vóór het

opmaken van de rekeningen van het oorlogstijdperk. Zooals de Eerste Minister het zelf bekende, werden die stukken der boekhouding, welke nagenoeg 6 milliard uitgaven vertegenwoordigen, opgemaakt door een onervaren personeel, aangeworven onder de eersten de besten en, zoo men niet verlangt dat het onderzoek daarvan lange jaren in beslag neme, dan dient men het Rekenhof in staat te stellen om zijn toezicht met den gewenschten spoed uit te oefenen door hem de werkmiddelen te verschaffen, welke de omstandigheden vereischen. Immers, het arbeidsveld van het Rekenhof wordt, buiten de oorlogsboekhouding, elken dag verruimd door nieuwe beslissingen van de Volksvertegenwoordiging. Krachtens eene onlangs ingevoerde wet werden de jaarwedden van al de leden van het lager onderwijs ten laste van den Staat gelegd; kortelings zullen wij beraadslagen over de verhooging van de pensioenen, van de jaarwedden der magistraten en der geestelijken; wellicht binnenkort zal de Staat de betaling van de pensioenen der weduwen en weezen van zijn personeel op zich nemen door tot de herziening van het bedrag dier pensioenen over te gaan. Zal de overneming van het vermogen van het Nationaal Comité door het Ministerie van Bevoorrading ook niet ten gevolge hebben dat de Staat het beheer van dit Comité zal onderzoeken? En zal er evenzoo niet moeten overgegaan worden tot een hooger onderzoek van de vereffening der verrichtingen van de Maatschappij voor Voorschotten en Leeningen, welke door 's Rijks bijdragen werd in stand gehouden?

Anderzijds is de Regeering door de financieele behoeften gedwongen, aanzienlijke binnenlandsche leeningen uit te geven, waarvan de titels met het visa van het Rekenhof werden bekleed. Weldra zullen zijne leden opnieuw een ruim deel van hunnen tijd moeten besteden aan handteekeningen en het is bijgevolg dringend, eene taak te verlichten, welke iedere maand zwaarder wordt.

Men neme ook in aanmerking dat het personeel vóór een dertigtal jaren een veertigtal ambtenaren en bediende telde, dat er nagenoeg honderd waren vóór het ontstaan van den oorlog en dat, wegens de belangrijkheid onzer begrootingen, wegens de talrijke nieuwe wetten, het getal beambten ten minste verdubbeld zal moeten worden; het spreekt dus vanzelf dat het getal leden van het Hof noodzakelijkerwijze moet verhoogd worden om hen toe te laten, het onderzoek van de stukken, door de bureelen nagezien, in gelijke mate voort te zetten.

Onder die omstandigheden overdrijven wij niet, wanneer wij voorstellen, vier nieuwe leden toe te voegen aan het Hof, zoodat het twee Kamers zou kunnen samenstellen, welke tegelijkertijd zouden zitting houden.

Inderdaad, het Hof zou alsdan, zooals het werd uiteengezet in het eerste wetsvoorstel ingediend den 25ⁿ Juli 1913, samengesteld zijn uit twee Kamers, waarvan elke zou bestaan uit eenen Voorzitter, vier Leden en een Griffier; deze Kamers zouden de afdeelingen van nazicht en boekhouding vervangen, welke bij zijn reglement van orde van 9 April 1831 zijn voorzien. Die twee Kamers zouden afzonderlijk beraadslagen over de betwiste zaken, welke tot hunne respectieve bevoegdheid behooren, en zóó zou het

werk van het Hof sneller verricht worden ; tevens zou de taak der Leden in elke Kamer niet meer omvatten de beraadslagingen, welke thans te zamen plaats hebben op de vergaderingen van dit College. Wellicht weet men inderdaad niet dat het Hof, in den huidige toestand, verplicht is, een grooter getal algemeene vergaderingen te houden — vroeger waren er twee per week — en ze langer te doen duren om over de talrijke aanhangige zaken te kunnen beraadslagen en ze te kunnen oplossen. Dat behoeft niemand te verwonderen, wanneer men in aanmerking neemt dat zijne samenstelling onveranderd is gebleven sedert 1830 en dat de achterstand bij de Hoven en Rechtbanken, welker getal Kamers vermeerderd werd zooals het noodig werd bevonden, steeds toeneemt.

De twee nieuwe Kamers, waarvan wij de oprichting beoogen, zouden kunnen gesplitst worden in twee afdeelingen, die het aan elke van beide Kamers opgedragen loopende werk onder elkaar zouden verdeelen.

Het spreekt vanzelf dat het Hof zitting zou moeten houden in algemeene vergadering, wanneer het geldt vraagstukken van beginsel of van hoofdzakelijk belang, evenals wanneer het te beraadslagen heeft over zaken betreffende zijn personeel of de inrichting zijner bureelen.

Wij meenen dat ons voorstel, aldus begrepen, niet te ver gaat, dat het binnenkort zal blijken dat het zelfs ontoereikend is en dat eene nieuwe uitbreiding van die instelling zal wenschelijk geacht worden.

Wij kunnen niet aannemen dat, wanneer er sprake is van de hooge belangen van den Staat — het toezicht op 's Lands gelden, — ons voorstel niet gunstig zou onthaald worden door de Kamer. Doch wij betrouwen ook op de Regeering; wij hopen dat zij, harerzijds, die instelling steunen zal opdat deze zich in de vereischte mate kunne uitbreiden.

Voor deze uitbreiding zijn er, op stoffelijk gebied, lokalen noodig en sedert ten minste vijftien jaar wordt door het Rekenhof er over geklaagd, dat de lokalen, welke het thans betreft, te klein zijn. Het is reeds meer dan tien jaar geleden dat een vast goed in de Villa Hermosastraat werd aangekocht om het Hof te vergrooten. Niet alleen beschikt het Hof thans nog niet over dit goed, doch het is zelfs nog niet gereedgemaakt. Vermits het Hof zijn personeel in aanzienlijke mate zal moeten vermeerderen, dient deze toestand ook dringend te worden verholpen. Wij koesteren de hoop dat Kamer en Regeering, op haar respectief gebied, zich van hunne plichten zullen bewust zijn en gevolg zullen geven aan de wenschen, door die instelling uitgedrukt, opdat zij de gewichtige zending, welke haar door de Grondwet is toevertrouwd, doelmatig kunne vervullen.

ADOLF BUYL.

PROPOSITION DE LOI

portant revision de la loi du 29 octobre 1846, organique de la Cour des Comptes.

ARTICLE UNIQUE.

L'article premier de la loi du 29 octobre 1846 est remplacé par la disposition suivante :

- » La Cour des Comptes est composée de deux chambres.
- » Chacune de ces deux chambres est composée d'un président, de quatre conseillers et d'un greffier.
- » Ils sont nommés tous les six ans par la Chambre des Représentants qui a toujours le droit de les révoquer.
- » Le président le plus ancien portera le titre de premier président et le greffier le plus ancien portera le titre de greffier en chef.
- » Les présidents et conseillers doivent avoir au moins l'âge de 30 ans.
- » Les greffiers doivent être âgés de 25 ans au moins; ils n'ont pas voix délibérative. »

WETSVOORSTEL

tot herziening der wet van 29 October 1846, houdende inrichting van het Rekenhof.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 1 der wet van 29 October 1846 wordt vervangen door de volgende bepaling :

- » Het Rekenhof is samengesteld uit twee kamers.
- » Elke dezer kamers bestaat uit een voorzitter, vier leden en een griffier.
- » Zij worden, om de zes jaar, benoemd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers; deze heeft altijd het recht ze af te zetten.
- » De oudste voorzitter voert den titel van eersten voorzitter en de oudste griffier voert den titel van hoofdgriffier.
- » De voorzitters en de leden moeten ten minste 30 jaar oud zijn.
- » De griffiers moeten ten minste 25 jaar oud zijn; zij hebben geene beraadslagende stem. »

A. BUYL,
A. MECHREYNCK,
EMILE BUISSET.